



Les soins de santé en Europe et aux Etats-Unis

**Résultats du baromètre 2011
et évolutions observées depuis 2006**

- Synthèse -



Introduction

La Santé est un enjeu majeur pour les opinions publiques.

C'est pourquoi en octobre 2006, **le Groupe Europ Assistance et le Cercle Santé Société** lançaient, avec l'institut CSA, un baromètre annuel paneuropéen sur «*la relation et les pratiques des citoyens européens à l'égard de leurs systèmes de santé*».

Avec comme objectif, à la fois de **mesurer et comparer** l'opinion du public sur les grands débats de santé et d'en **examiner les évolutions**.

Ce baromètre permet d'observer l'opinion et attentes des citoyens face aux changements importants survenus ou à venir dans la plupart des pays pour la préservation de leur système de santé. Il doit aider à mieux appréhender dans quelle mesure leurs opinions publiques respectives prennent conscience des nouveaux enjeux liés à la prise en charge de la santé.

Révélateurs de ces enjeux, **sept thèmes** ont été abordés sur cette sixième vague :

- **L'évaluation du système de santé et de la qualité des soins** prend en compte les nouvelles offres de soins avec une montée en puissance des technologies, offres plus pointues mais aussi plus chères avec un changement d'organisation du système de santé, une montée en compétence technique des médecins, la question de l'accès aux soins et du financement de l'augmentation des dépenses de santé. Quelle confiance accordent-ils aux contrôles mis en place par les autorités sanitaires ?
- Un deuxième volet vise à mesurer les **exigences sociales en matière de santé** avec là aussi la question des coûts et des modes de prise en charge de ces coûts dans la mesure où l'on souhaite préserver le principe d'égalité d'accès aux soins. Des citoyens renoncent-ils ou reportent-ils des soins médicaux, lesquels ?
- Concernant **l'accès aux soins** troisièmement, les personnes interrogées favorisent-elles la proximité ? dans quelle mesure sont-elles prêtes à la mobilité ? l'offre de santé a-t-elle une influence sur le choix de leur destination de vacances ?
- Quatrième point, comment les opinions réagissent-elles face au **vieillesse de la population** et comment les citoyens envisagent-ils, selon les pays, la **prise en charge des personnes âgées dépendantes** ? L'organisation et la qualité de cette prise en charge sont-elles satisfaisantes, quelles solutions favoriser, avec quels financements là encore ? La technologie peut-elle jouer un rôle ?
- Cinquième point, ces **nouvelles technologies** justement, comment sont-elles perçues, qu'apportent-elles aux patients et aux médecins, dans quelle mesure peuvent-elles avoir un impact sur leur relation ? A l'instar de la carte génomique, ces technologies sont-elles connues, est-on prêt à les utiliser ?
- Cette question de la carte génomique est d'ailleurs liée à celle de la **prévention**, au même titre que le bilan général de santé ou le recours à un programme de surveillance de santé. Quelles sont les pratiques des personnes interrogées et leur niveau de connaissance en la matière, en fonction des pays. Pour quels maux, liés au travail notamment, sont-ils

prêts à y recourir le cas échéant ? Autant de questions abordées dans l'avant dernier point.

- Enfin, dans quelle mesure le **secteur de la santé contribue-t-il à l'économie** ? Ce septième et dernier point est un indicateur sur la prise de conscience des opinions quant à l'importance de leur système de santé et de son impact sur l'économie.

Après la Pologne en 2009, les Etats-Unis et l'Autriche en 2010, c'est cette année au tour de l'Espagne et de la République tchèque de venir enrichir le panel des cinq pays étudiés à l'origine.

Ce baromètre a été constitué à partir d'une enquête téléphonique menée par l'institut CSA auprès d'un échantillon de 5500 individus représentatifs de la population des 18 ans et plus, répartis sur dix pays -Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède (2006), Pologne (2009), Etats-Unis et Autriche (2010)-, Espagne et République Tchèque (depuis 2011) entre mai et juin 2011.

I – Evaluation du système de santé et de la qualité des soins

Organisation : bilan contrasté

Concernant le jugement des publics sur l'**organisation de leur système de santé**, on note une assez **large diversité d'opinion selon les pays**. Les Autrichiens se montrent les plus satisfaits avec un score de 6,2 /10, les Polonais sont en queue à 2,9, assez loin derrière l'Italie avant-dernière à 3,4.

Les Etats-Unis (4,6) se retrouvent, dans la moyenne, derrière la France (5,0) et la Suède (4,7) mais devant l'Allemagne (4,3) et la République tchèque (4,3). Toutefois cette position intermédiaire des Américains doit être relativisée car à l'analyse on retrouve proportionnellement parmi les personnes insatisfaites **un clivage assez net** entre la population ne bénéficiant pas de système de couverture (3,4) et les personnes qui bénéficient du Medicare (5,2). On peut également noter, en France, une appréciation sensiblement différente entre hommes (5,3) et femmes (4,7).

En termes d'évolution des opinions, on constate une **relative stabilité depuis 2010**, à l'exception de la Suède qui repasse sous la moyenne comme en 2009, tandis que l'Italie continue à baisser pour se rapprocher de son niveau de 2006.

Compétence technique des médecins : USA 7 - Italie 4,1

Parmi les critères susceptibles d'apporter un éclairage sur ces opinions, l'un concerne le jugement porté sur **la compétence technique des médecins**, les diagnostics et les traitements. C'est aux Etats-Unis qu'il est le plus positif (7/10), tandis que les Italiens sont les plus critiques (4,1).

Accès aux soins : l'égalité toujours recherchée

Concernant l'évaluation de **l'égalité dans l'accès aux soins** :

- En dehors de la France et des Etats-Unis où la situation est jugée meilleure, les scores restent stables dans la plupart des pays, avec un **sentiment particulièrement négatif en Pologne**, mais aussi en Allemagne.
- Seule **l'Italie connaît une baisse significative**, passant de 41% à 33 % d'avis positifs.
- Nouvelle venue dans le panel, **l'Espagne** fait une entrée remarquée avec **76% d'opinions favorables**.
- En **France** on observe une progression sensible sur les 2 années 2010-2011 par rapport à la période précédente

Quelles craintes pour l'avenir ?

- **Le manque de financement public** demeure globalement une menace très importante à laquelle aura à faire face le système de santé, pour les Italiens (85 %), suivis des Anglais et des Espagnols. A l'opposé, les Allemands (50%), les Autrichiens, les Français et les Américains expriment une inquiétude moindre sur ce point. On notera un paradoxe apparent chez les Britanniques dont le niveau de satisfaction à l'égard de leur système est plutôt élevé. On peut imaginer que les mesures de restrictions drastiques annoncées par le gouvernement participent à ce hiatus. Dans une certaine mesure, cette interprétation peut aussi valoir pour l'Espagne dont les citoyens se montrent très sensibles à la presque totalité des risques cités, à plus de 73 %, et jusque 80 % pour les risques d'infection à l'hôpital.
-
- Globalement, on observe que les **craintes sur le financement** se révèlent relativement moins prégnantes que les **problèmes liés à la qualité des soins**.
- Si **les inégalités d'accès aux soins** apparaissent pour 66% des Espagnols le moindre risque, 71% des Polonais le jugent très important, les Suédois avec le même taux le plaçant en premier. Ce sont en revanche **les risques d'infection à l'hôpital** qui inquiètent le plus Allemands et Britanniques, alors qu'en 2006 leurs craintes se portaient en priorité sur **le manque de financement public** qui devient, pour les Italiens en 2011 la menace numéro 1.
- **Les délais d'attente** avant d'être soigné préoccupent plus particulièrement les Polonais (88%), les Espagnols, les Italiens (75 %) et les Britanniques (70%).
- Les Français pour leur part continuent de redouter **la pénurie de médecins généralistes**, ce que l'on explique traditionnellement par le *numerus clausus* maintenu par les Pouvoirs Publics.

Plusieurs systèmes de financement

Concernant précisément l'opinion des citoyens sur le financement de l'augmentation des dépenses de santé, les Britanniques et les Suédois marquent toujours une préférence pour le **recours à des prélèvements obligatoires supplémentaires** (à 45 et 60 %).

Mais les Tchèques, les Autrichiens et les Allemands ainsi que les Polonais optent majoritairement pour le **recours aux assurances et mutuelles facultatives** (de 39 à 30 %).

On voit donc toujours coexister l'impact culturel des différents systèmes, avec un **recours traditionnel à l'impôt** chez les « beveridgiens », une **dominante mutualiste** dans le centre de l'Europe « bismarkienne », tandis que la **répartition entre solutions de financement** (impôts, cotisations sur le travail, financement personnel) est plus équilibrée en France, Espagne et en Italie (même si 34 % des Italiens préfèrent payer une franchise), ainsi qu'aux Etats-Unis.

II – Santé et exigences sociales

Absence de consensus et clivage sur les inégalités

Si les **inégalités d'accès** des citoyens aux soins médicaux sont pointées dans la plupart des pays, à l'exception de l'Espagne (76%) et la Grande-Bretagne (55%) qui considèrent que le système de santé garantit l'égalité d'accès aux soins pour tous les citoyens, on est loin d'observer un consensus sur le recours à une augmentation des impôts ou des cotisations obligatoires pour renforcer l'égalité.

En ce qui concerne la nécessité ou non de renforcer les cotisations ou les impôts pour garantir un accès plus équitable aux soins, on note un net clivage entre d'une part la Suède et le Royaume-Uni, où une majorité y est favorable (73% et 56%) et d'autre part l'Italie (-84%), la République tchèque (-60%), la Pologne (-59%) et dans une moindre mesure l'Allemagne et la France (-57%) où on rencontre une opposition très forte à forte.

Particulièrement parlantes sont **les évolutions constatées** pour analyser ces chiffres. Ainsi les Allemands qui en 2009 plébiscitaient à 80% le recours à une augmentation des impôts et des cotisations ne sont plus que 38% à y être favorables en 2011. Les Italiens, qui étaient encore 57% favorables en 2009, ne sont plus que 12% deux ans plus tard. Majoritairement pour une augmentation en 2010, les Autrichiens ne sont plus que 43% en 2011 à accepter cette perspective, rejoignant ainsi les Américains (43%), les Français (42%) et les Polonais (37%).

Actualité 2011

Le report des soins, un phénomène contrasté selon les pays et les soins concernés

Dès lors, il est intéressant d'examiner et de comparer les réponses à la question : « *Au cours de l'année écoulée, vous est-il arrivé de renoncer ou de reporter des soins médicaux pour vous ou un membre de votre foyer, en raison des difficultés financières ?* »

Les Polonais sont 36% à déclarer avoir dû opérer ce choix, les Français 29% et les Américains 25%, avec une progression de 11% en un an pour les premiers, de 6% pour les deuxièmes et d'1% pour les troisièmes.

Une relative stabilité aux Etats-Unis, donc, comme en Autriche (10%), en Suède (5% vs 6%), en Italie (19% vs 18%) et même une amorce de baisse en Grande-Bretagne (6% vs 8%) et en Allemagne (15% vs 17%).

En France, parmi les soins reportés ou annulés, ce sont les soins dentaires et les lunettes qui ont été le plus cités (par 26% des répondants), cette proportion étant sensiblement plus forte pour les catégories socio-professionnelles les moins favorisées par rapport aux catégories supérieures (28% vs 15%).

Aux Etats-Unis, ce sont les soins lourds qui sont impactés dans 7% des cas (13% chez les non assurés), sachant que le phénomène continue de toucher principalement les non-assurés sur l'ensemble des postes et une proportion non négligeable (19%) des bénéficiaires du Medicaid pour les soins courants, l'achat de médicaments, les soins dentaires et les lunettes ou lentilles.

Des attitudes contrastées sur la confiance dans les institutions de surveillance sanitaire

Une autre question d'actualité permet de mieux apprécier les attentes en matière de sécurité sanitaire : « *Faites-vous confiance, aujourd'hui, aux contrôles mis en place par les autorités sanitaires pour limiter les risques liés à la prise des médicaments ?* »

Les Allemands, Polonais et Tchèques se montrent les moins confiants (41,38 et 35%), tandis que Américains, Autrichiens et Français occupent une position médiane, les Suédois, les Espagnols et loin devant les Italiens étant les plus positifs (85%).

En France, l'affaire du Mediator ne semble pas avoir marginalisé l'opinion par rapport aux autres pays (58% de bonnes opinions).

III - La mobilité dans l'accès aux soins

Mobilité pour se faire opérer par un spécialiste : la propension se confirme.

Sauf en France et en Grande-Bretagne, la majorité des personnes interrogées se déclarent majoritairement prêtes à se déplacer loin de chez elles pour se faire opérer par un spécialiste : les Polonais (72 %), les Italiens (65%) et les Tchèques (62%) se montrent les plus mobiles, suivis par Espagnols et les Suédois (60%).

Chez les jeunes de 18-39 ans, la proportion monte à 83% en Pologne, 68% (vs 57%) en Autriche et 59 % (vs 48%) aux Etats-Unis.

Si l'on considère ce critère sur la période 2006-2011, il tend à rester relativement stable. A noter l'augmentation très sensible en Suède en 2010, non confirmée en 2011.

En synthèse, si les personnes interrogées continuent de recourir à des chirurgiens généralistes en proximité, une proportion importante se déclare prête à se déplacer dans une ville éloignée pour bénéficier des services d'un spécialiste

Vacances et conditions sanitaires : un critère variable selon les pays mais constant

La prise en compte des conditions sanitaires dans le choix d'une destination de vacances est un critère particulièrement important pour les Polonais (75%), les Italiens (74%), les Espagnols (64%) et les Français (58%).

La Suède et l'Allemagne sont les pays où l'on retrouve la plus grande proportion de personnes les moins sensibles à ce critère, avec respectivement 40 et 30 % des personnes déclarant y attacher « pas beaucoup d'importance ».

Là encore, sur le moyen terme, on observe une relative stabilité des opinions, dans un sens ou dans l'autre.

En synthèse, pour les vacances, les conditions sanitaires locales continuent d'avoir de l'importance pour le choix de la destination, particulièrement pour les citoyens les moins satisfaits de leur propre système de santé.

IV – Vieillesse de la population et la prise en charge des personnes âgées dépendantes

La façon dont sont perçues l'organisation et la qualité de prise en charge des personnes âgées et dépendantes présente de **forts contrastes selon les pays**.

- Les Italiens (2,5 /10) et les Polonais (2,8/10) se montrent les plus sévères, tandis que les Autrichiens (5,2), suivis des Espagnols (4,9) et des Américains (4,7) sont plus positifs.
- Dans le peloton central, les différences d'appréciation sont faibles entre les Tchèques, les Allemands (3,9) et les Français, Suédois (3,7) et les Anglais (3,6).
- Quant aux évolutions, on note une **dégradation sensible des opinions en Italie depuis 2009** (2,8 vs 3,8), de même qu'en Suède et **en Grande-Bretagne depuis 2010** (3,9 et 3,7 vs 4,3 et 3,8).
- Seuls **les Etats-Unis progressent sur un an** (4,7 vs 4,4). La France quant à elle reste stable, y compris sur le moyen terme (3,7 en 2011 vs 3,6 en 2006).
- **Sauf aux Etats-Unis** où 61% des personnes interrogées en 2011, contre 53% en 2010, jugent satisfaisante l'évolution de l'aide publique pour le maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes, **les scores sont à la baisse avec des écarts assez significatifs, y compris en France** où l'on passe de 50% à 44% d'opinions positives.
- Seules l'Allemagne et l'Autriche restent stables avec un écart de – 1%.

Le maintien à domicile plébiscité

Concernant **les moyens à déployer prioritairement** pour pallier les problèmes posés par l'allongement de la durée de vie et l'augmentation du nombre de personnes âgées et dépendantes, c'est **le maintien à domicile qui est largement plébiscité** (entre 83% aux Etats-Unis et 69 % en République tchèque) dans la quasi-totalité des pays.

Notons que **la solution du maintien à domicile progresse sensiblement en Suède** (49% vs 40), ainsi qu'en Grande-Bretagne (82 % vs 77) et aux Etats-Unis (83% vs 79), tout en restant stable partout ailleurs.

Un rôle prioritaire pour les associations et le secteur public

Quant à savoir « *En dehors de leur famille, auprès de quel organisme les personnes âgées et dépendantes peuvent-elles trouver le meilleur soutien pour se maintenir à domicile ?* », les organismes du secteur associatif ou privé non lucratif, avec les organismes du public restent très majoritairement préférés, **à l'exception des Etats-Unis** où, **comme en Pologne** les organismes du privé, avec respectivement 24% et 27% des préférences, remettent en cause cette tendance.

Toutefois **aux Etats-Unis, on constate une fois de plus une disparité** entre les bénéficiaires du Medicaid qui, à 35% n'envisagent le soutien d'aucun organisme, et les militaires qui sont 31% à prôner le recours au secteur privé, alors que globalement 48% des Américains souhaiteraient recourir aux organismes du secteur associatif ou du public.

Maintenir les personnes âgées à domicile, certes, mais comment ?

Jusque 85 % des personnes interrogées (Etats-Unis), 61 % en Allemagne répondent positivement à la question « *Etes -vous prêts à équiper vos proches âgés de systèmes de surveillance à distance tels que bracelet électronique ou détecteur de chute ou prise de tension en permanence pour sécuriser leur vie à domicile ?* ».

De 71 % (Etats-Unis) à 48 % (Allemagne) sont d'accord pour dire que « **les moyens de surveillance et de suivi médical à domicile par téléphone ou Internet permettent à plus de personnes âgées dépendantes d'être autonomes chez elles** »

Des solutions complémentaires

Ce sont **les emplois d'aides à domiciles qui sont plébiscités**, 90 % (Allemagne) à 97 % (France) dans tous les pays pour permettre la prolongation du maintien à domicile, devant la télésurveillance et la robotique.

Toutefois les scores généralement importants obtenus par ces solutions, même si la robotique est très diversement appréciée d'un pays à l'autre, laissent imaginer que les personnes interrogées pensent que les solutions à employer sont complémentaires.

Autrement dit, **ces solutions techniques ne se substituent pas à l'assistance réelle d'une personne à domicile. Particulièrement pragmatiques**, les Britanniques cumulent aides à domicile (96%), télésurveillance (94%) et robotique (72 %).

Et un recours majoritaire à l'impôt et au financement public

A la question : « *Selon vous, qui doit payer les services et les aides qui permettent de répondre aux besoins de la vie quotidienne des personnes âgées et dépendantes ?* », on constate majoritairement, **à l'exception des Etats-Unis, une préférence pour un financement par la collectivité ou un financement mixte.**

- Chez les Britanniques (38 vs 28%), les Tchèques (37 vs 22 %), les Français (28 vs 32 %) et les Allemands (23 vs 30 %), **les positions sont plus mitigées.**
- Les **solutions mixtes** collectivité publique / personnes privées trouvent une certaine audience en Autriche (35%), en Allemagne (32%) et en République tchèque et aux Etats-Unis (28%), ce dernier pays étant le seul à significativement prôner le recours aux personnes concernées et à leurs familles (24%), loin devant l'Espagne (13 %).
- Si dans leur ensemble **24% des Américains prônent la solution individuelle**, on ne constate pas de différence très significative selon leur situation, du moins sur ce critère. En revanche, on retrouve **les partisans des solutions publiques majoritairement chez les bénéficiaires du Medicaid (53%), les non-assurés (43%) et les militaires (48 %)**. Entre 23 (Medicare) et 34 % (assurance personnelle) se prononcent pour les financements mixtes.
- Notons enfin qu'en France la solution mixte (collectivité publique et personnes privées) séduit 68% des catégories socio-professionnelles supérieures.

Exception française quant à l'intégration de la dépendance dans les dépenses de santé

- Les Italiens, les Espagnols et les Tchèques se prononcent très majoritairement pour intégrer dans les dépenses de santé le financement collectif des services et des aides aux personnes âgées et dépendantes.
- **50 % des Français** se prononcent en revanche pour la **création d'un nouvel organisme de financement**, idée retenue par 41% des Autrichiens et 42% des Polonais.

Ces mêmes Français sont **37%** à considérer que les pouvoirs publics ont pris dans leur pays **la pleine mesure du défi de la dépendance**, loin devant les Autrichiens (23%) et les Américains (21%).

Faut-il y voir un premier effet des annonces sur la future réforme de la dépendance qui avaient été faites au printemps ?

Il reste en tout état de cause un très long chemin à parcourir si l'on considère l'ampleur des scores négatifs mesurés dans l'ensemble des pays sur cette question.

En synthèse, la question de la prise en charge de la dépendance et des besoins de la vie quotidienne des personnes âgées dépendantes reçoit des réponses très contrastées d'un pays interrogé à l'autre. Et parmi les personnes interrogées dans chaque pays, les réponses diffèrent sensiblement selon le PCS ou le niveau de couverture en assurance santé.

Sans doute **les différences culturelles** continuent-elles à avoir une influence importante sur la nature des réponses entre :

- **le modèle scandinave**, caractérisé par une obligation familiale minimale et un accès universel de services pour les familles en maison de retraite ;
- **un modèle familialiste** des pays du Sud, dont à l'Italie où traditionnellement les tâches de « care » relèvent de la famille et non de l'Etat ;
- et **un modèle mixte dit continental** dans lequel on trouve la France, l'Allemagne et l'Autriche mais aussi le Royaume-Uni caractérisé par la combinaison du soutien de l'Etat, d'obligations familiales plus limitées que dans l'Europe du Sud.
- **Anciens pays du bloc communiste**, la Pologne et la République tchèque semblent vouloir adopter le modèle libéral sans nécessairement en avoir les moyens, d'où des attentes fortes.
- Quant **aux Etats-Unis**, on retrouve une grande diversité d'opinions sur cette question selon la situation des personnes interrogées en termes de couverture santé.

V- Santé et nouvelles technologies

La santé et Internet

La Suède (72%) est le pays où la **consultation d'informations santé sur Internet** est la plus courante, suivie par les Etats-Unis (71 %) puis l'Autriche (58 %) et la Grande-Bretagne (57%). L'Allemagne (43%), l'Italie, la France, la République tchèque et l'Espagne sont les pays les moins utilisateurs (45%).

En termes de progression, la Suède arrive en tête, étant passée de 46 à 72% en 5 ans, suivie par la Grande-Bretagne (57 vs 43%) et la France (45 vs 31%). L'Autriche et la Pologne semblent marquer le pas. Les Etats-Unis progressent de 5%.

Dans leur très grande majorité, les patients souhaitent que leur médecin **explique et/ou complète les informations vues sur Internet, et une proportion significative (66 % en Pologne > 41 % en Italie) que le médecin leur indique des sites fiables**

Consultations à distance : encore beaucoup de résistances

Sur la question des **consultations à distance avec un généraliste par Internet avec webcam**, les Espagnols (39 %) et les Américains (38 %) suivis des Polonais (35%) se montrent les plus positifs, la proportion étant sans surprise sensiblement plus importante chez les 18-39 ans et chez les catégories sociales professionnelles les plus favorisées, selon les pays.

Toutefois, **la population reste très majoritairement défavorable**, dans tous les pays, à ce mode de consultation à distance, à commencer par les Français (82%) et les Italiens (80 %).

L'analyse du dossier à distance entre praticiens mieux acceptée

En revanche, à la question « *Pour avoir un deuxième avis médical, l'analyse à distance via Internet de votre dossier médical par un médecin spécialiste est maintenant possible. Est-ce pour vous envisageable ou non ?* », les réponses sont plus nuancées.

- 82% des Suédois s'y disent favorables, contre 30% des Tchèques et 31 % des Italiens.
- Les Français sont partagés (48%), les Allemands plus encore (42%).

Des tendances comparables sur la surveillance médicale

On retrouve pratiquement la même hiérarchie d'un pays à l'autre entre les réponses à question suivante : « *Etes-vous plutôt pour ou plutôt contre le développement de moyens de surveillance médicale continue par téléphone mobile (exemple : relevé quotidien du taux de sucre, prise de la tension et du rythme du cœur) ?* ». Avec des taux d'avis favorables partout supérieurs par rapport à la question précédente, sauf en Suède avec 75% d'avis favorables, derrière l'Espagne en tête avec 79%.

Un attachement fort à la relation avec le médecin

Les réponses à la question suivante permettent de mieux comprendre l'attitude des publics face à l'utilisation des technologies dans le domaine de la santé.

Quand on leur demande « *Pensez-vous que l'utilisation des nouvelles technologies pour la consultation à distance d'un médecin par Internet ou téléphone mobile pour le suivi médical va renforcer, diminuer ou ne rien changer à la relation médecin/ malade ?* » une proportion encore importante de personnes pense que **cela risque de diminuer la relation**.

Y compris pour les jeunes

Et si cette proportion diminue sensiblement chez les jeunes de 18-39 ans dans la plupart des pays, elle augmente toutefois significativement en Pologne, en Espagne, en République tchèque et en Autriche.

- Globalement l'Italie (47%), l'Espagne (44 %) et la France (42%) sont les pays où cette **crainte de perte du lien relationnel** est la plus présente, devant la Grande-Bretagne et la Suède (40%).
- La Pologne (14%) et la République tchèque (16%) n'ont pas cette inquiétude, étant au contraire respectivement 43 % et 31% à penser que **les nouvelles technologies vont renforcer la relation médecin/malade**. Dans ces 2 pays, ce point de vue est plus partagé par les 50 ans et plus que par les moins de 35ans

En résumé, les personnes sont plutôt favorables à l'utilisation des nouvelles technologies **dans la mesure où elles viennent en support de l'intervention réelle et de l'expertise du médecin** et lorsqu'elles sont perçues comme un renforcement de la relation médecin / malade. En revanche, **une méfiance certaine demeure quant à tout ce qui tendrait à déshumaniser la relation**, fût-elle distante.

La carte génomique : 30 % d'utilisateurs potentiels ?

« Chacun pourra bientôt accéder à sa carte génomique ce qui permettra de lui prédire ses risques génétiques de maladies graves. En avez-vous déjà entendu parler et avez-vous l'intention d'y avoir recours ? »

- 60 % des Américains, 58 % des Autrichiens, 55 % des Allemands et 54 % des Suédois ont entendu parler de cette carte mais seuls 17 % des Polonais, 29% des Britanniques et des Français possèdent cette information.
- Pourtant, parmi les 26% de Polonais informés, 2/3 déclarent avoir l'intention d'y avoir recours, tandis que parmi les 55% d'Allemands cette proportion descend à 1/4.
- En France, 45% des personnes ayant entendu parler de la carte génomique (29% de la population interrogée) ont l'intention d'y avoir recours.
- Aux Etats-Unis, parmi les 60 % de personnes informées, 1/3 déclarent souhaiter y avoir recours.

Autrement dit, il semblerait que moins la connaissance de la carte génomique est répandue dans un pays, plus les personnes interrogées connaissant son existence se déclarent prêtes à l'utiliser.

VI- La prévention

La prévention est un axe fort des politiques de santé mises en œuvre par les pouvoirs publics dans la plupart des pays développés.

Comment les publics se comportent-ils par rapport à cette volonté d'encourager la prévention en matière de santé et comment ont évolué leurs comportements ?

L'Italie et la France : peuvent mieux faire

- Si **81 % des Américains déclarent avoir pris l'initiative de réaliser un bilan général de santé** au cours des 5 dernières années, seulement 23% des Italiens et 31% des Français l'ont fait. Les Tchèques (70%), les Allemands (67%) et les Autrichiens (66%) réalisent spontanément des bilans de santé.
- En Grande-Bretagne, en Espagne, en Suède et en Pologne **une proportion importante** (83% en Grande-Bretagne > 79 % en Pologne) de la population effectue ce bilan, volontairement et parce qu'on lui a demandé. Loin devant l'Italie (47%) et la France (58%).
- **Pour l'Italie l'évolution sur plusieurs années est négative (- 10% en trois ans)**, les scores de l'Autriche (- 8%) et de l'Allemagne (-4%) diminuent d'une année sur l'autre, tandis que la situation s'améliore en Grande-Bretagne (+ 9% vs 2009), en Suède (+6% vs 2009), en Pologne (+4% vs 2009) , étant quasiment stable en France et aux Etats-Unis.

Des programmes de surveillance mal connus et peu suivis

A la question : « *Il existe des programmes de surveillance de la santé tout au long de la vie et qui comportent des consultations de prévention et un suivi annuel personnalisé. Avez-vous déjà entendu parler de ces programmes ?* »,

- 48% des Français, 47% d'Espagnols, 36% d'Américains, 31% de Tchèques répondent positivement.
- Dans les autres pays, **les trois-quarts et jusque 83%** de la population (en Pologne) déclarent **ne jamais en avoir entendu parler**.
- Au final, ce sont **les Français (21%) et les Américains (16%) qui proportionnellement sont les plus nombreux** à déclarer suivre des programmes de surveillance de la santé tout au long de la vie.
- 11 % d'Autrichiens et 10% d'Allemands le font aussi. Les pourcentages dans les autres pays restent marginaux.

Un intérêt assez partagé pour les programmes selon les pays

Quand on demande aux personnes si **les programmes de surveillance avec consultation de prévention et suivi annuel** les intéressent, les Italiens sont les plus positifs à 93%, (« beaucoup » 50%, « assez 43%), suivis des Polonais à 68% (25+43), des Suédois à 62% (32+30), des Américains à 60% (16+44), des Français à 55% (26+29).

Les avis dans les autres pays sont plus mitigés.

Des attentes contrastées en matière de prévention au travail

Concernant la nature des programmes de santé dont ils auraient besoin dans le cadre de leur travail, les personnes interrogées mettent tout particulièrement en avant **le mal de dos et la gestion du stress à plus de 50%** dans la plupart des pays, à l'exception des Etats-Unis (37 et 38%) et de l'Italie (46% pour le stress).

- Les Espagnols déclarent des besoins très importants **dans tous les domaines** (y compris **les maladies graves** : 90%), suivis dans une moindre mesure par les Suédois (entre 81% pour le mal de dos jusque 53% pour les maladies graves).
- Seuls 38% des Américains estiment avoir besoin de programme pour **le stress**, 33% pour la **prévention de l'obésité**, 26% pour la prévention des risques liés à la consommation de tabac, d'alcool.
- **Les Français** se montrent **relativement concernés** par ces programmes, le **mal de dos** en tête (73%), puis **le stress** (62%) **tabac et alcool** en dernier (41%).

VII- Contribution du secteur de la Santé à l'économie

La santé : un secteur contribue à la croissance dans la plupart des pays

- Le secteur de la santé inspire un **consensus dans tous les pays : 62 % de l'échantillon** estime qu'il contribue à la croissance des pays, un jugement plus marqué en Autriche (69 %).
- **La République tchèque, la France, l'Allemagne et la Pologne** semblent se distinguer des autres pays qui **perçoivent le plus le secteur de la Santé comme un moteur**.
- **Comme 37% des Tchèques, 34% des Français y voient une charge**, bientôt rejoints par **les Allemands** qui sont 31 % à penser la même chose, et 29% des Polonais. Notons toutefois que ces derniers sont, en 2011, 61% à reconnaître que le secteur de la santé contribue à la croissance économique de leur pays contre 49% en 2010 et 43% en 2009.
- Les avis en France et en Allemagne restent **quasiment inchangés d'une année sur l'autre** tandis que l'on voit s'opérer une **rupture forte en Italie** (- 12 % d'avis favorables) et en Suède, (- 6%) comparable dans son ampleur à celle que l'on avait constaté un an plus tôt en Allemagne (-13% entre 2009 et 2010).
- Sur le plus long terme, on observe que l'on est revenu globalement, pour les pays déjà dans le panel à l'époque, aux **niveaux de pourcentages de 2006**.

Tout se passe comme si, sur cette question, l'opinion réagissait au discours sur la crise, reportant aussi son inquiétude sur le secteur de la santé.

En synthèse....

Une vision contrastée des systèmes de santé

On retrouve selon les pays une assez large disparité d'opinions que ce soit sur le système de santé proprement dit, l'égalité d'accès aux soins, la compétence des médecins et quant à la confiance dans les autorités sanitaires. Les plus critiques sont les Polonais et les Italiens avec paradoxalement pour ces derniers une confiance affirmée dans les autorités sanitaires. Les Espagnols et les Britanniques sont, comme les Autrichiens, satisfaits de leur système de santé et, avec les Français reconnaissent l'égalité aux soins. Au plan de la compétence technique des médecins, ce sont les Américains qui portent le meilleur jugement. D'une façon générale les Allemands se révèlent avoir sur ces sujets des avis mitigés, voire négatifs sur la question de l'égalité d'accès aux soins.

Une tendance au report des soins non pris en charge

Sur les questions financières, ces mêmes Allemands privilégient les cotisations mais sont de plus en plus nombreux, comme les Italiens, à refuser le recours à l'impôt pour financer les soins. L'impôt est en revanche privilégié par les Suédois, adeptes aussi des cotisations, et les Britanniques pour garantir l'accès de tous aux soins, tandis que les Italiens redoutent en général leur hausse. Et en cette période de crise, les comportements divergent selon les pays quant au report des soins pour raison financière. Suédois, Espagnols et Britanniques reportent peu, la tendance est en revanche forte en France, aux Etats-Unis et en Pologne, avec aussi des variantes sur les types de soins concernés, ceux qui ne bénéficient pas d'une prise en charge globale étant les premiers sacrifiés.

Une confiance tempérée dans l'avenir

Concernant l'avenir, les Espagnols et les Britanniques qui se montrent plutôt satisfaits se montrent les plus inquiets concernant l'accès au système de santé dans le futur et sur les risques médicaux, ainsi que pour les Espagnols le financement du système. Les Autrichiens et les Tchèques se montrent résolument optimistes sur ces trois points, et pour les Allemands financement et accessibilité ne courent pas de gros risque. Les Français ne s'inquiètent pas outre mesure des risques médicaux à l'avenir.

La dépendance : un défi inégalement partagé

Sur la question de la dépendance, on retrouve les Polonais et les Italiens dans le camp des insatisfaits concernant tant la qualité de la prise en charge des personnes âgées que l'aide publique consacrée à leur maintien à domicile. Les Américains expriment des jugements positifs sur ces deux points, avec les Autrichiens et les Espagnols sur la prise en charge, les Suédois sur l'aide financière au maintien à domicile. Ce sont également chez ces deux peuples que l'on retrouve la plus forte acceptation de la prise en charge de la dépendance par la collectivité, de même chez les Polonais. En revanche Autrichiens et Américains sont d'un avis contraire. Enfin, les Français se distinguent en étant les plus nombreux à penser que les pouvoirs publics ont pris la mesure du défi de la dépendance, tandis que Tchèques et Polonais sont les moins portés à le croire.

La prévention : un défi pour l'avenir

La pratique du bilan de santé est encore loin d'être généralisée dans tous les pays. Ainsi l'Italie, la France et la Pologne font encore figure de mauvais élèves dans ce domaine tandis que les Américains, les Tchèques et les Allemands se disputent la tête de classe. Toutefois les Français semblent disposés à mieux faire en souhaitant recourir, comme les Américains, aux programmes de surveillance de santé mis en place. Les Suédois et les Italiens déclarent s'y intéresser tout particulièrement. Cette perspective ne motive en revanche ni les Polonais, ni les Autrichiens, ni les Tchèques. Quant aux programmes de prévention dans le cadre du travail, les Suédois et les Espagnols se montrent extrêmement demandeurs, tandis que les Américains et, dans une moindre mesure les Italiens, ont tendance à les ignorer. Quant à la question de la carte génomique, son existence reste encore relativement confidentielle.

La technologie au service de la relation médecin-patient

Côté technologie, ce sont les Suédois, les Espagnols, les Américains et les Polonais que l'on retrouve parmi ses plus chauds partisans. Les Français et les Allemands se montrent plus réservés et les Italiens semblent réticents dès lors que la technologie ne contribue pas à la qualité de la relation avec leur médecin. Ce sont aussi les Italiens et les Polonais qui sont le plus prêts à se déplacer loin pour se faire opérer par un spécialiste, alors que les Britanniques et les Français privilégient la proximité.

Et en conclusion :

Si l'on considère l'évolution du baromètre sur cinq ans, **on ne constate pas globalement de véritable rupture dans les opinions** exprimées par rapport au système de santé. Certes, des tendances se font jour au fur et à mesure d'une plus grande **spécialisation des soins**, de l'introduction des **nouvelles technologies**, accompagnées d'une prise de conscience de l'opinion des **risques financiers** liés à ces évolutions : **accroissement des dépenses** correspondant à une offre toujours plus qualitative en matière de soins d'une part, et d'autre part **question du financement** des nouveaux besoins, ceux dus **au vieillissement et à la dépendance** notamment.

Mais tout semble se passer comme si, une fois exprimées leurs réactions aux nouvelles mesures, les opinions retournaient à une **position médiane**, finalement satisfaites des équilibres sauvegardés du système, en dépit des menaces toujours présentes.

Ces menaces quelles seraient-elles ?

Le financement des dépenses au cas où la crise ferait sentir ses effets sur la qualité des soins délivrés et surtout sur l'accès aux soins qui reste une priorité malgré tout, cet accès étant perçu comme un impératif égalitaire. En effet, on peut percevoir un signal faible sur les **limites du recours à l'impôt** pour maintenir cet **objectif de solidarité**, ce qui présente un risque de rupture.

Toutefois, les opinions publiques semblent bien prendre conscience de la **nécessité de recourir à des solutions mixtes**, -avec des assemblages et dans des proportions différents selon les pays et les catégories sociales- pour financer les soins. Les moins favorisées diffèrent, voire renonce aux soins non financés par la collectivité, ce qui là aussi peut constituer à terme une rupture si la situation économique ne s'améliore pas pour elles.

A plus long terme dans l'avenir, c'est la **question de la prévention** qui risque de se poser. En effet, les opinions ne semblent pas très bien informées des programmes de prévention proposées par les Pouvoirs Publics et les autorités sanitaires et sous-utilisent encore largement les offres existantes. Pourtant les besoins existent, notamment dans le monde du travail et lorsqu'une technologie est connue, comme la carte génomique, une proportion significative de personnes se déclare désireuse d'y recourir.

Sans doute faudra-t-il encore sensiblement **renforcer la communication sur la prévention** et sur les possibilités qui s'offrent au public dans ce domaine pour qu'un nouveau saut qualitatif soit franchi, avec à terme un effet positif sur l'évolution globale des dépenses de santé pour la collectivité comme pour les individus.

Pour information CSA : hélène.chevalier@csa.eu